



COMMUNIQUE DE PRESSE

Nancy, le lundi 4 janvier 2021

Crise sanitaire

Le Département souhaite une accélération des dépistages et de la vaccination dans l'ensemble de la Meurthe-et-Moselle

Valérie Beausert-Leick, présidente du Département, demande au gouvernement que soient accélérées et développées à l'ensemble de la Meurthe-et-Moselle les campagnes de dépistage et de vaccination des personnes prioritaires.

« Il est nécessaire de mettre en place des mesures qui permettent de limiter la pression trop forte qui s'exerce sur les hôpitaux et de préparer au mieux la phase de vaccination afin qu'elle soit la plus rapide et efficace possible. Les Meurthe-et-Mosellanes et les Meurthe-et-Mosellans ont besoin de retrouver des perspectives, d'être rassuré.e.s, de sentir qu'on approche d'un après. Je demande au gouvernement de prioriser la campagne de vaccination au niveau des régions les plus impactées par la Covid-19. »

Les services du conseil départemental travaillent depuis la fin décembre sur un recensement des besoins en matière de dépistage et de vaccination qui concerne l'ensemble des publics à risques et des professionnels en première ligne. « Les sapeurs-pompiers, les aides à domicile ne doivent pas être oubliés », indique la présidente, qui observe que si trois centres de vaccination seront ouverts dans la Métropole du Grand Nancy, « il doit être possible mobiliser également les hôpitaux locaux de Lunéville, Toul, Pont-à-Mousson, Val de Briey et Mont-Saint-Martin. »

Ce travail est effectué sous l'égide de l'Etat et de l'Agence régionale de santé, en lien avec les communes et les intercommunalités. « Notre souhait d'un confinement spécifique à notre région n'a pas été entendu, nous n'attendons pas pour être prêts. Nous n'oublions pas que nous devons aussi multiplier les dépistages, notamment en milieu rural et dans les secteurs où il y a pénurie de médecins. Un bus COVID devrait être affrété. Nous sommes attentifs à ce que les personnes puissent bénéficier du même service quel que soit leur lieu de travail ou de domicile », précise la présidente,

qui rappelle que si les Départements sont souvent oubliés par le gouvernement parmi les collectivités locales actives depuis la crise sanitaire, « ils sont présents depuis mars dernier et s'attendent à devoir faire face aux conséquences sociales, économiques et associatives déjà perceptibles au sein de la population. La création d'une usine de masques, l'appui aux structures d'aide à domicile, la distribution alimentaire, la cellule d'écoute pour les familles victimes de violences, sans jamais oublier les enfants dont la protection nous a été confiée et le maintien de tous nos engagements en direction des associations sportives, culturelles et de loisirs, les entreprises du BTP ou les producteurs locaux sont là pour le rappeler quand les choses ne vont pas assez vite et que s'expriment des craintes et des incompréhensions face à l'action du Gouvernement.»

Rappelons que la Meurthe-et-Moselle est l'un des départements les plus « à risque » avec des chiffres de pandémie élevés et le déclenchement par le CHRU de Nancy du « Plan blanc » il y a quelques semaines.